

Kitcisakik, une communauté

DOSSIER de Geneviève Gazaille

En février dernier, le Journal de Prévost vous présentait un article sur le changement de direction chez Portage. Le directeur du centre de l'époque, monsieur Serge Bouillé, avait alors laissé l'organisation où il était directeur depuis 1990 afin de travailler à un projet au sein de la communauté de Kitcisakik en Abitibi-Témiscamingue. Le Journal s'est rendu sur place afin de prendre le pouls de cette communauté.



Les femmes, vecteurs de transformation sociétale

Dans une société où ni l'un ni l'autre des sexes ne se démarque, certaines femmes ont réussi à faire exprimer leur voix. Outre les plus jeunes comme Évelyne Papatie, d'autres mènent la marche afin d'amener des changements.

Mary-Jane Brazeau travaille au Conseil de bande. Mère de trois enfants, elle trouve difficile sa situation de mère monoparentale: «Ici, il y a beaucoup de familles monoparentales. C'est difficile d'élever ses enfants dans ces conditions. D'autant plus que les enfants partent en foyer scolaire afin d'aller à l'école à Val-d'Or. Ce n'est pas facile pour une mère de laisser aller ses enfants.» Mais Mary-Jane pourrait être qualifiée de «chanceuse»; ses deux aînés sont placés dans un même foyer scolaire, chez des gens qu'elle considère presque comme des amis.

Car à Kitcisakik, les gens deviennent parents très jeunes et ont plusieurs enfants. Doris Papatie, directrice générale de Kitcisakik, a choisi de faire les choses différemment. Directrice depuis plusieurs années, la femme de 36 ans sera bientôt maman pour la première fois à un âge jugé tardif dans cette communauté. Avant de prendre le

poste de direction, elle a été agente de liaison en éducation: «Avant, les gens étaient scolarisés au lac Simon, en réserve. On a réalisé qu'il y avait beaucoup de problèmes d'abus sexuels et de violence. Lors d'une assemblée générale, les enfants ont eu droit de parole et on a décidé de se regarder dans le miroir. Ils sont maintenant scolarisés en ville.»

Doris Papatie explique la situation: «En 1992, il y a eu une vague de dénonciation massive des hommes. On a dû faire des choix de vie pas drôle pour personne, mais on en était rendu là dans notre évolution. Depuis, il y a eu amélioration de la situation des droits de la personne. Ça valait la peine d'investir là-dedans. Aujourd'hui, c'est rare qu'on voie des femmes aux yeux au beurre noir. Les personnes sont beaucoup plus sensibilisées. On continue à aller de l'avant. Maintenant, il faut traiter les femmes qui ont vécu des abus, qui ont eu des séquelles.»

Au cours des années quatre-vingt, le médecin Roland Chamberland a décidé de fournir son expertise à la communauté de Kitcisakik. Plusieurs personnes se sont ensuite greffées à son équipe, dont Monique Sioui, présidente-fondatrice de l'Association des femmes autochtones du Québec, ainsi que Serge Bouillé et Mariano Lopez, alors intervenants chez Portage. Avec l'aide d'autres personnes, ils ont réussi à mettre en place un projet clinique au sein même de la communauté de 402 personnes, afin, non seulement de mettre un terme aux multiples problèmes de santé rencontrés par la population, mais aussi aux difficultés sociales, résultat de nombreuses années de souffrance.

Malgré le décès de Monique Sioui, une femme déterminée qui a fait beaucoup pour la communauté et qui affirmait qu'à son arrivée dans la communauté, les habitants du village constituaient un «peuple invisible», la petite équipe a accompli beaucoup.

C'est aussi à cette époque que Portage a commencé à recevoir des habitants de Kitcisakik dans la communauté thérapeutique du lac Écho, dans les Laurentides. Mais depuis 1998, Santé Canada ne finance plus le projet clinique. Aujourd'hui, l'absence d'intervention ne facilite pas les choses, mais Serge Bouillé et des membres de la communauté étudient actuellement les possibilités de remédier à cette situation. De plus, le collectif d'auteurs ayant écrit Terra Incognita des Kotakoutouemis et Au pays des peaux de chagrin en est maintenant à la rédaction d'un troisième tome, qui abordera la méthode d'intervention utilisée depuis 1980. Ce dernier sera appuyé par des recherches menées en grande partie par Serge Bouillé, qui se rend régulièrement à Kitcisakik pour mener à terme le contrat qui l'unit à Santé Canada qui désire éventuellement s'approprier la méthode d'intervention mise sur pieds par le groupe afin qu'elle devienne reconnue.

Une communauté pas comme les autres

Kitcisakik se trouve à une heure de route au sud de Val-d'Or. Sa différence tient dans le fait qu'elle n'est pas organisée en réserve comme une grande majorité de communautés autochtones au Canada. Elle est la dernière communauté du Québec à ne pas être structurée de cette façon. À trois reprises, dont la dernière remonte à 1987, le gouvernement fédéral a demandé aux habitants de Kitcisakik de se constituer en réserve. À trois reprises, il s'est heurté à un non unanime et tenace.

Voilà maintenant plusieurs années que les Algonquins de cette communauté occupent le territoire de la Réserve faunique de La Vérendrye en Abitibi-Témiscamingue. Une réserve aurait pour effet de diminuer drastiquement la grandeur du territoire alloué à la population et occasionnerait par le fait même la perte de pouvoir de ses habitants. Les gens des réserves ont accès à leurs propres

Ententes gouvernementales

Des négociations difficiles

Le principal problème rencontré par le Conseil de bande dans leurs négociations avec les gouvernements est son manque de crédibilité. En effet, le fait que la communauté n'ait jamais accepté le statut de réserve est devenu un handicap sérieux dans le développement du village. Mais les Anicinapeks tiennent à leur liberté et ne sont pas prêts de baisser les bras.

Depuis quelques mois, les activités de lobbying sont nombreuses. Les dirigeants rencontrent toute personne susceptible de les aider. L'an dernier a débuté une campagne médiatique d'envergure; on a ainsi invité des médias comme Radio-Canada et le Ottawa Citizen. D'autres suivront bientôt. «L'objectif est d'avoir l'opinion publique de notre côté. Sans cet appui, il va être difficile de convaincre le gouvernement de nous aider.», dit Edmond Brazeau, le chef de bande du village.

Dernièrement, la communauté a reçu l'appui du Bloc québécois. Gilles Duceppe s'est d'ailleurs rendu sur place pour prendre connaissance de la situation. Depuis, le parti exerce des pressions à Ottawa afin de mettre le sujet à l'ordre du jour: «Il faut que ça change et c'est urgent», déclarait le chef du Bloc québécois. «Avec ses volets de développement d'infrastructures et de développement économique, le projet de village Wanaki semble novateur et mérite toute l'attention nécessaire. Il faudrait simplement qu'Ottawa accepte de négocier

avec les représentants de la communauté dans un esprit d'ouverture afin de trouver des solutions créatives.»

En mai dernier, le porte-parole adjoint du Bloc québécois pour les Affaires indiennes et du Nord, Yvon Lévesque, a renchéri: «Je tiens à assurer les représentants de Kitcisakik que le Bloc québécois veillera à ce que le gouvernement fédéral alloue à la communauté les ressources nécessaires pour qu'elle puisse négocier d'égal à égal avec les gouvernements fédéraux et du Québec tout au long des actuelles discussions, qui doivent mener à une entente.»

Une loi désuète

Un coup d'œil à la Loi sur les Indiens permet de constater à quel point celle-ci est désuète et va à l'encontre des droits fondamentaux. Selon cette loi, qui date de 1951, mais dont les assises remontent à la loi coloniale, les Autochtones sont considérés comme des personnes mineures. Conséquemment, leurs droits sont, en principe, les mêmes que ceux des personnes de moins de 18 ans. De plus, même si cette section

n'est plus appliquée aujourd'hui, la Loi sur les Indiens indique aussi que les Amérindiens ne peuvent être vus sur certaines parties du territoire sans être accompagnés d'un Blanc. Incroyable, mais vrai! Des faits qui démontrent le manque de sérieux avec lequel Ottawa gère le dossier autochtone.

Des subventions fournies au compte-gouttes

Des projets en attente de ressources financières, Kitcisakik en a plusieurs. Ici, c'est une réalité quotidienne à laquelle doivent faire face les dirigeants. Par exemple, les installations du parc, situé en plein cœur du village, ont été enlevées afin de laisser la place à de nouvelles, qui se font toujours attendre. De plus, même si un projet de Centre de petite enfance a été convenu avec Québec afin de remplacer la garderie actuelle, on pense voir le projet se concrétiser au cours des prochains mois sans en être totalement certain.

Mais quand les projets se concrétisent finalement, les résultats ne sont pas toujours à la hauteur des attentes. Prenons la construction de services sanitaires, il y a environ trois ans, par le gouvernement fédéral. Même si plus de 400 000\$ ont été investis dans le projet, les quelques douches et toilettes disponibles - les seules pour le village en entier! - sont trop peu nombreuses et en piètre condition.

 <p>Pierrette Beauchemin agent immobilier affilié Tél. 450-224-5476 Cell. 514-206-0586</p>		 <p>Nicole Laporte agent immobilier affilié Tél. 450-563-1262 Cell. 450-660-1083</p>
<p>VERRIÈRE</p>  <p>Prévost Plein pied 1990, garage 3 cac, 198,500\$ MLS 1208047</p>	<p>GARÇONNIÈRE</p>  <p>Prévost Plein pied 1989, rond point 217,000\$ MLS 1216242</p>	
<p>PISCINE CREUSÉE</p>  <p>Prévost Plein pied - 1979 239,000\$ MLS 1217349</p>	<p>DOMAINE LAURENTIEN</p>  <p>Prévost Plein pied - Air Climatisé 164,900\$ MLS 1223642</p>	

PÉTROLE
PAGÉ INC.

*Il fait bon vivre à Prévost.
Bonne fête de la famille à tous!*

- Huile à chauffage • Plan budgétaire
- Livraison automatique • Service d'urgence 24/7



www.petrolepage.com

224-2941
2899, boul. Labelle, Prévost